



Swaziland: Répression des activités syndicales durant la Semaine d'action mondiale

Geplaatst op woensdag 11 september 2013 | 

 SHARE

La CSI condamne avec force la répression des activités syndicales durant la Semaine d'action mondiale sur le Swaziland. Aujourd'hui, un panel d'experts recueillera des témoignages en direct auprès de travailleuses et travailleurs concernant l'incidence des violations des droits des travailleurs sur leurs vies.

Le 5 septembre, Vincent Ncongwane, secrétaire général du Trade Union Congress of Swaziland, a été traqué par dix policiers en civil, avant d'être arrêté à son arrivée au siège du syndicat. Il a ensuite été conduit au commissariat de police sans la moindre explication et en l'absence d'un mandat d'arrêt. Au terme de trois heures de garde à vue il fut assigné à résidence. Le gouvernement l'accuse d'avoir tenté d'instiguer une action collective illégale mais en réalité, le TUCOSWA a agi dans le strict respect de la loi en prévenant à l'avance la police et le commissaire du Travail qu'il organiserait une marche de protestation à l'occasion de la Semaine d'action mondiale, le 15 août 2013.

D'après l'information reçue par la CSI, la police et l'armée ont menacé des membres du personnel du centre où était réuni le Panel d'enquête international et ont suivi les délégués CSI, COSATU, FES-DGB et IndustriAll 24 heures sur 24. « Ce à quoi nous assistons au Swaziland est absolument inacceptable », a déclaré Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI. « Les syndicats devraient pouvoir organiser des activités et exercer leur rôle légitime qui est de défendre les travailleurs sans avoir à craindre d'être arrêtés et détenus. Nous condamnons avec force toute ingérence dans les activités syndicales et les manifestations organisées durant la Semaine d'action mondiale et, en particulier, la détention de Vincent Ncongwane, Alec Muchadehama, Paul Verryn, Jay Naidoo et Paliani Chinguwo », a-t-elle ajouté.

Dans une [lettre adressée aux autorités swazies](#), la CSI en appelle instamment au Premier ministre Sibusiso Barnabas Dlamini à prendre toutes les mesures qui s'imposent pour libérer Vincent Ncongwane et mettre un terme à la répression des activités syndicales, y compris les travaux du Panel d'enquête international sur le Swaziland.

La CSI représente 175 millions de travailleurs/euses à travers 315 organisations affiliées nationales dans 156 pays et territoires.

Suivez-nous sur le web : <http://www.ituc-csi.org> et <http://www.youtube.com/ITUCCSI>

CSI - 6 septembre 2013